

1

LES DÉFIS DE LA CROISSANCE

La multiplication des rapports en est la preuve : la croissance fait recette ! Des rapports dont les titres traduisent le volontarisme de leurs auteurs : « le sursaut » (Camdessus, 2004), « libérer la croissance, c'est possible » (Chambre de commerce et de l'industrie de Paris, 2006), « le pari de la croissance » (OCDE, 2007), « libérer la croissance française », (Attali, 2008), « sortie de crise », (Cohen, 2009), « objectif croissance ». (OCDE, 2010). Cette forêt de rapports cache-t-elle l'arbre de l'impuissance, ou constitue-t-elle le socle des politiques à venir ? Au-delà du nécessaire débat sur la situation économique française et européenne, rendu crucial par la crise économique et financière, il n'est pas illégitime de s'interroger sur ce que certains appellent la religion de la croissance.

Historique

Une mise en perspective

Le premier millénaire de notre ère se caractérise par une stagnation de PIB par habitant.

Entre l'an 1000 et 1700, le PIB mondial par habitant est au mieux multiplié par 2, plus vraisemblablement par 1,5.

1760-1830 : la Révolution industrielle anglaise est considérée comme une rupture majeure, fondatrice de la croissance économique moderne

Entre 1700 et 1913, le PIB mondial par habitant est multiplié par 2,5, celui de l'Europe de l'Ouest par 3,5.

Au cours du XX^e siècle, le PIB mondial par habitant est multiplié par environ 4, celui de l'Europe de l'Ouest par environ 5¹.

1. Les données de ce paragraphe sont extraites de A. Maddison, *L'Économie mondiale : statistiques historiques*, OCDE, 2003. Calculs de l'auteur.

Des Trente Glorieuses au XXI^e siècle

1950-1973 : la croissance annuelle du PIB par habitant est de 4 % en France, ce qui équivaut à la moyenne de l'Europe de l'Ouest.

En 1973 a lieu premier choc pétrolier, consécutif à la guerre du Kippour : le prix du pétrole quadruple en quatre mois.

L'année 1975 voit le taux de croissance du PIB être négatif pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale. Ce phénomène se reproduira une fois en 1993, puis en 2009.

Cette même année 1975 le gouvernement Chirac met en œuvre un plan de relance.

Le second choc pétrolier a lieu en 1979 suite à la révolution iranienne. Le prix du pétrole s'accroît de 125 % en un an, phénomène accentué par l'appréciation du dollar par rapport aux monnaies européennes.

En 1981-1982, suite à la victoire des socialistes aux élections législatives et présidentielle, le gouvernement Mauroy mène une politique de relance.

En 1983 est mise en place une politique de désinflation compétitive : c'est « le tournant de la rigueur ».

En 1992, le traité de Maastricht fixe les critères de convergence économique en Europe.

En 1997 est adopté à Amsterdam le « Pacte de stabilité et de croissance ».

Entre 1975 et 2000, la croissance économique annuelle française avoisine les 2 %, soit moitié moins que pendant les « Trente Glorieuses », retrouvant la tendance de la première moitié du XX^e siècle.

Le programme de Lisbonne est adopté en 2000 : il vise à faire de l'Europe l'économie la plus compétitive du monde.

En 2009, l'économie française, comme l'ensemble des économies développées, est en récession.

L'émergence des alternatives au concept de croissance

En 1972, le rapport Meadows est remis au Club de Rome. Intitulé « The limits to growth », (traduit par « Halte à la croissance ? ») il pose pour la première fois la question des liens entre croissance, développement et environnement.

Le rapport Brundtland publié en 1987 définit le concept de « développement durable ».

En 1990, le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) crée l'indice de développement humain (IDH), grâce, entre autres, aux travaux de Amartya Sen.

En 2000, suite aux travaux menés depuis le milieu des années 1980 par Lars Osberg, ce dernier et Andrew Sharpe appliquent leur « indice synthétique de bien-être économique » (IBEE) à 6 pays de l'OCDE.

L'application de l'IBEE à la France en 2007 fait apparaître une croissance deux fois moindre (24 % de 1980 à 2003) que celle du PIB¹.

Été 2009, la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi rend son rapport sur les nouveaux indicateurs de croissance

Connaissances de base

Synthèse

La croissance économique est traditionnellement définie comme l'accroissement, sur une longue période, d'un agrégat de production (ou de dimension), en général le PIB. Cette définition permet d'éviter la confusion avec l'expansion, qui correspond à la phase ascendante d'un cycle économique de courte période.

Cette définition a sans doute le mérite de la simplicité, mais elle ne permet de rendre compte ni de la complexité du concept, ni de ses limites :

- elle s'apparente à une tautologie en ce qu'elle néglige les interactions dont elle est le résultat, et qui en font un **phénomène cumulatif**. Par exemple, si la révolution agricole a permis la révolution industrielle, celle-ci, en retour favorise de nouveaux progrès de la productivité agricole. On peut élargir le raisonnement aux interactions entre la technologie, l'enseignement, la recherche...
- elle ne met en avant que la dimension quantitative de la croissance, alors que ses effets **structurels** et **qualitatifs** en sont une caractéristique essentielle : elle est en effet à la fois cause et conséquence de modifications des structures économiques et sociales (structure de la population active, formes de la concurrence, modes de vie, déformation de la répartition sectorielle de l'activité...);
- elle réduit la croissance à sa dimension marchande et monétaire alors que l'ensemble des biens et des services dont une population peut disposer a aussi une origine **non marchande**.

D'autres définitions cherchent donc à remédier aux insuffisances évoquées plus haut. Ainsi, Jean Arrous, s'inspirant de Bairoch, définit la croissance comme « un processus cumulatif d'interactions, qui se traduit par la hausse continue de la productivité² ». Dès 1973, Simon Kuznets avait défini la croissance comme « une augmentation à long terme de la capacité d'offrir une diversité croissante de biens, cette capacité croissante étant fondée sur le progrès de la technologie et les ajustements institutionnels et idéologiques qu'elle demande³. »

1. Jany-Catrice F. et Kampelmann S., « L'indicateur du bien-être économique : une application à la France », *Revue française d'économie*, juillet 2007, vol. XXII, n° 1 ; repris par *Problèmes économiques* n° 2938, 2 janvier 2008.
2. J. Arrous, *Les Théories de la croissance*, éditions du Seuil, 1999, 266 p.
3. S. Kuznets, *Modern Economic Growth : findings and reflections*, *American Economic Review*, vol.63, n° 3, juin, p.247-258, cité par J. Arrous, *op. cit.*

Les déterminants de la croissance

À court terme, la croissance économique est déterminée par les fluctuations de la demande exprimée par les différents agents économiques. Il est ainsi traditionnel de définir les moteurs de la croissance à partir de l'égalité suivante :

$$\text{PIB} = \underbrace{\text{Consommation finale} + \text{investissement} + \text{variation des stocks}}_{\text{Demande intérieure}} + \underbrace{\text{solde extérieur}}_{\text{Demande extérieure}}$$

Cette approche par la demande réduit la croissance économique à sa dimension conjoncturelle et ne permet donc pas de répondre à la question de la détermination des conditions de la croissance. Elle n'est néanmoins pas dénuée d'intérêt dans la mesure où elle permet de mettre en évidence les leviers de la politique économique conjoncturelle.

Plus fondamentalement, la croissance est déterminée par la capacité d'une économie à produire les biens et les services répondant à cette demande. Mesurer cette capacité d'offre revient à déterminer le **PIB potentiel** d'une économie, et donc ce qu'il est convenu d'appeler la « **croissance potentielle** ». Il ne faut pas pour autant confondre la production potentielle avec un plafond de production qu'une économie serait en mesure de réaliser en mobilisant la totalité de ses facteurs de production. Il s'agit en fait de la production maximale réalisable en régime soutenable, c'est-à-dire sans pression inflationniste ou déflationniste.

L'objectif de la politique économique est alors double. Il peut s'agir de réduire l'écart entre croissance effective et croissance potentielle lorsque **l'ouput gap** (ou écart de production) est négatif. Il peut aussi s'agir d'accroître le potentiel de croissance en menant des politiques structurelles adaptées.

Cette capacité d'offre d'une économie provient de trois sources principales : le stock de capital, la quantité de travail et le progrès technique (entendu comme l'ensemble des facteurs permettant d'accroître la production à travail et capital donnés). La question porte alors sur le poids respectif de chacune de ces sources, et sur la capacité des politiques économiques à agir dessus. Trois pistes principales peuvent alors être suivies : développer le potentiel de travail, inciter à l'investissement privé ou public, favoriser la recherche et l'innovation.

La mesure de la croissance

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur de référence de la croissance économique. Il s'agit d'un agrégat de la comptabilité nationale mesurant d'une part la valeur ajoutée marchande de tous les biens et services vendus une année donnée, et d'autre part l'ensemble des coûts de production des services non marchands des administrations publiques (essentiellement les salaires). La définition du PIB découle directement de celle, purement marchande et monétaire, de la production, et constitue en même

temps une sorte de reflet de notre conception collective de la richesse : le PIB est aussi une construction sociale et historique dont l'objectif originel était moins le souci statistique que la volonté des nations de montrer leur puissance.

Les limites du PIB comme indicateur de croissance, découlent directement de ce biais initial. On lui fait en effet en général trois types de reproches.

- Par construction, le PIB ne mesure que ce qui possède une valeur marchande monétaire. Sont ainsi exclues de la mesure de la « richesse » nationale toutes les activités non quantifiables (i.e. non monétarisées) qui contribuent pourtant à la production de biens et de services : activités domestiques¹, bénévoles ou souterraines, échanges de services entre voisins ou membres d'une famille...
- Le PIB ne mesure que des flux positifs : toute activité marchande est réputée productrice de richesse. Ainsi, on a pu écrire que si l'on payait la moitié de la population à réparer ce que l'autre moitié détruirait (également contre rémunération), on obtiendrait une croissance du PIB, alors même que la situation resterait strictement inchangée.
- Le PIB ne prend pas en compte les externalités liées à la croissance. Les effets de la croissance peuvent être nocifs et ne pas contribuer à l'accroissement du bien-être : un accident de la circulation génère de la croissance, de même que les activités délétères. Ces effets peuvent également être patrimoniaux : la croissance peut aboutir à la destruction des stocks de ressources productives (ressources halieutiques ou sylvestres par exemple), ou de patrimoine écologique ou culturel (transformer le Panthéon en parking créerait de la richesse...).

Au-delà de ces critiques sur l'indicateur en tant que tel (et dont certaines ont un caractère moral et sont à ce titre légitimement récusées par les comptables), c'est la notion même de croissance qui est mise en débat. En effet, la polémique autour du PIB pourrait s'éteindre facilement si l'on trouvait un indicateur alternatif plus performant. Or, la question n'est pas tant de savoir comment bien mesurer la croissance que de définir ce qu'il convient de mesurer. Ainsi, les recherches sur un indicateur alternatif ont-elles de plus en plus tendance à substituer la notion de bien-être à celle de croissance.

Croissance et développement

Le développement peut être défini succinctement comme un phénomène économique et social se traduisant par l'amélioration des conditions de vie d'une population. L'expression de François Perroux, « développement de tout l'homme et de tous les hommes », en dit sans doute plus sur la nature téléologique, pour ne pas dire utopiste du concept : si tel est en effet l'objectif, il devient difficile sinon impossible de continuer à qualifier les pays riches de développés, en raison des dégâts — humains, écologiques, sociaux — provoqués par leur développement.

1. Sont intégrés au PIB les productions domestiques de biens (autoconsommation et auto-équipement), mais pas les services.

Le développement peut se définir de façon plus réaliste **comme un processus** plus que comme un objectif. Le développement serait alors le processus par lequel s'améliorent les conditions de vie d'une population. La question devient celle de l'origine et du moteur de ce processus, et en particulier celle du rôle de la croissance économique dans le développement. Sur ce sujet, plusieurs thèses s'opposent.

- Pour certains (schématiquement, les libéraux), la croissance est une condition nécessaire et suffisante au développement. En effet, seul l'accroissement des richesses définies de façon strictement économique (i.e. marchandes et monétarisées) peut produire les conditions de l'épanouissement de l'homme et des sociétés.
- Pour d'autres (tiers-mondistes), si la croissance est nécessaire au développement, elle ne saurait être suffisante. Ainsi, on pourrait avoir croissance sans développement, voire « développement du sous-développement » en raison de la domination de la périphérie (le tiers-monde) par le centre (les pays développés).
- Pour certains altermondialistes (que l'on peut également qualifier d'alteréconomistes), la croissance n'est ni suffisante, ni toujours forcément nécessaire au développement. Certes, la croissance est nécessaire à la satisfaction pour tous les hommes de leurs besoins essentiels. Mais cette croissance produit des dégâts (en particulier environnementaux) tels qu'elle constitue un obstacle à la soutenabilité du développement, et donc à sa pérennité. Il s'agit là d'une remise en cause du modèle occidental de développement, et de l'ethnocentrisme avec lequel il est imposé aux pays dits pauvres.
- Les partisans de la décroissance, enfin, soutiennent l'idée que « croissance » et « développement » sont deux notions interchangeables traduisant la même réalité : celle de la religion de la croissance pour la croissance, fondée sur le mythe de l'équivalence entre le « toujours plus » et le « toujours mieux ». Ils prônent alors un après-développement qui n'est autre qu'une autre société dite de décroissance.

Bilan de l'actualité

Les effets de la crise sur la croissance

La crise économique ne se limite pas à la récession observée. Certes, on observe tout d'abord un écart de production (output gap) négatif : les taux de croissance des économies développées se situent à un niveau très inférieur à la croissance potentielle calculée avant la crise. Cet output gap négatif correspond à la phase descendante d'un cycle économique tel qu'on le définit habituellement. La crise que nous traversons ne peut cependant pas s'analyser comme un « simple » ralentissement inhérent à l'activité économique, ni même comme un accident de parcours qui pourrait être vite compensé. Elle correspond à un véritable choc affectant la croissance de long terme. Les effets de ce choc sur la croissance sont de deux ordres :

- **La crise affecte tout d'abord le potentiel de production.** Elle se traduit à la fois par un accroissement du chômage structurel et donc une diminution du potentiel de travail, et par un alourdissement du coût du capital qui pèse sur la productivité. On a calculé que le niveau de la production potentielle a diminué de 3 % en moyenne dans les pays de l'OCDE¹, dont les deux tiers seraient imputables à la dégradation du potentiel de travail. Bien sûr, cette moyenne cache d'importantes disparités entre pays : -2,8 % pour la France, -3,9 pour l'Allemagne, -2,4 pour les États-Unis, et même -10,6 % pour l'Espagne et -11,8 % pour l'Irlande, la production potentielle de ces deux derniers pays étant également affectés par l'inversion de flux migratoires nets, ce qui accroît la dégradation du potentiel de travail.
- **La crise affecte également**, mais dans une moindre mesure, **le taux de croissance de la production potentielle** (la croissance potentielle). Le ralentissement de l'investissement lié à la crise, combinée aux évolutions démographiques (en particulier le vieillissement de la population) pourrait entraîner une baisse de cette croissance potentielle. Même si les estimations (et les modes de calculs) diffèrent d'un organisme à l'autre, il reste possible de conclure que le niveau du PIB ne retrouvera pas avant longtemps la trajectoire prévue initialement.

La situation de l'économie française

Avant la crise, la croissance française se situait (depuis 2003) aux alentours de 2 % l'an, soit dans la moyenne des taux de la zone euro, mais à un niveau inférieur à celui de l'OCDE et de la moyenne mondiale. Sur ce taux, deux constats peuvent être faits :

- Même avant que la crise ne vienne perturber la donne, ce taux de croissance semblait être insuffisant pour répondre de manière satisfaisante aux questions posées par le financement des retraites et des dépenses de santé, aux contraintes d'équilibre des comptes publics, et aux objectifs affichés en termes de pouvoir d'achat et d'emploi ;
- L'analyse des composantes de la croissance faisait apparaître un déficit de l'offre plutôt qu'une faiblesse de la demande. En effet, depuis 1998, on constate que la contribution du commerce extérieur à la croissance est presque toujours négative, ce qui signifie que la croissance de la demande intérieure a toujours été supérieure à la croissance de l'offre. Cette analyse ne semble pas devoir être remise en question du fait de la crise.

La crise modifie les prévisions de croissance potentielle. Alors que cette dernière était estimée à environ 2 % pour la décennie à venir, les prévisions récentes² font plutôt état d'une croissance potentielle pour la période 2011-2016 de l'ordre de 0,8 % en France (0,6 en Allemagne, 0,8 % en Espagne et en Italie) contre 2,6 aux États-Unis et 1,8 au Royaume-Uni... Ces prévisions font donc état à la fois d'un ralentissement de la croissance potentielle et du maintien de l'écart avec les États-Unis. Elles peuvent s'analyser de trois façons complémentaires. D'une part, elles plaident pour des mesures visant

1. *Réformes économiques : objectif croissance.* © OCDE 2010.

2. Patrick Artus, Natixis, Spécial report, *Recherche économique*, n° 113, 20 avril 2010.

à accélérer le rebond de l'économie, dans la mesure où plus la crise dure, plus les déterminants de la croissance potentielle s'affaiblissent (freinage de l'accumulation du capital, raréfaction du travail). D'autre part, elles remettent largement en question les prévisions de réduction des déficits publics, ces dernières reposant sur des scénarii de croissance apparemment surévalués. Enfin, elles encouragent la mise en œuvre de mesures de politique structurelle visant à accroître le potentiel de croissance et permettant l'instauration d'un régime de croissance plus soutenable.

Perspectives

Sortir de la crise ?

La persistance des déséquilibres

L'observation de la séquence récente pose sans aucun doute davantage de questions qu'elle n'apporte de réponses, tant les déséquilibres ayant mené à la crise demeurent des menaces réelles pour l'avenir proche de la croissance économique.

Ainsi en est-il des déséquilibres internationaux entre des pays fortement excédentaires (Chine, Allemagne) et des pays tout aussi fortement déficitaires (États-Unis au premier chef, mais aussi Royaume-Uni et France). Or, ces déséquilibres traduisent aussi des déséquilibres internes¹, des disproportions entre les principaux moteurs de la croissance : le déficit américain provient essentiellement d'une surconsommation (la consommation représente 70 % du PIB) alimentée par l'endettement privé, alors que les excédents Chinois et Allemands résultent au contraire d'une consommation particulièrement faible (35 % du PIB dans les deux cas). Ce déséquilibre a deux conséquences : d'une part il éloigne l'espoir d'une reprise adossée à la demande intérieure chinoise, dont on attendait tant il y a encore quelques années, et d'autre part il ne peut qu'empêcher la résorption des dettes, privées et publiques, aggravant du même coup les risques d'insolvabilité.

Les dilemmes de la politiques conjoncturelle

Le rapport du CAE de 2005 (politique économique et croissance en Europe) montrait « qu'une politique macroéconomique contra-cyclique est de nature à stimuler la croissance économique dans des économies comme la nôtre ». Selon les auteurs du rapport, les fluctuations autour du trend de croissance sont nuisibles, il convient donc de les stabiliser par des politiques macroéconomiques contra-cycliques, alors que les politiques macroéconomiques procycliques traditionnellement mises en œuvre avant la crise amplifient les mouvements naturels de l'économie, selon la logique de la purge.

Adopté en 1997 à Amsterdam, la Pacte de Stabilité et de Croissance avait été réformé en 2005 dans cette optique, en assouplissant les règles d'application : le champ de définition des circonstances exceptionnelles dérogatoire avait été élargi ; la définition de « déficit excessif » avait été restreinte, et ne concernait plus les pays déficitaires qui

1. Jean-Luc Gréau, « Rétablissement ou rechute », in *Problèmes économiques*, n° 3006, 10 novembre 2010, p. 3-7.